

Réformes proposées en matière l'éducation postsecondaire

L'éducation postsecondaire est un puissant levier pour s'attaquer à la pauvreté et pour promouvoir la santé économique du pays. Malheureusement, des obstacles en matière d'information, de motivation, de scolarisation et de financement bloquent l'accès aux études supérieures à beaucoup d'étudiants et d'étudiantes à faible revenu.

Et les bénéficiaires d'aide sociale sont encore plus désavantagés. Souvent, ils n'ont pas toutes les compétences requises en matière d'alphabétisation (littéracie et numératie) pour entreprendre des études postsecondaires. Les réformes proposées dans ce commentaire concernent une gamme diversifiée d'étudiantes et d'étudiants potentiels, y compris des bénéficiaires d'aide sociale.

Il n'y a pas de solution miracle pour améliorer l'accès à l'éducation postsecondaire. En fait, il faut plutôt un ensemble de mesures de soutien liées les unes aux autres.

Règle générale, l'accès à l'information en matière d'éducation postsecondaire, et plus généralement en matière d'éducation

des adultes, est déficient. Il faut plus de renseignements sur l'éventail de programmes d'études et sur les programmes de financement disponibles tant sous forme d'aide directe que de prêts.

Le gouvernement fédéral est un des nombreux acteurs pouvant promouvoir l'accès à l'éducation postsecondaire en donnant plus d'information. À l'échelle des provinces et des territoires, si les ministères de l'Éducation et les ministères des Services sociaux communiquaient ensemble plus tôt dans le processus, les étudiantes et étudiants potentiels, notamment les bénéficiaires d'aide sociale, connaîtraient les possibilités de recyclage, de perfectionnement et de formation s'offrant à eux, ainsi que des modalités de financement et de remboursement de prêts.

Les bénéficiaires d'aide sociale qui souhaitent poursuivre des études postsecondaires ont généralement besoin de beaucoup d'assistance au chapitre de leurs études et de beaucoup de soutien financier. La décision d'entreprendre des études n'est pas facile à prendre, car elle nécessite

parfois de poursuivre un long parcours scolaire sans avoir l'assurance d'un bon emploi en fin de course. Et cette réalité s'avère particulièrement exacte pour les étudiantes et étudiants qui ont des incapacités et souffrent généralement de discrimination en matière d'emploi.

Malheureusement, il n'y a pas suffisamment de ressources pour la gestion des dossiers individuels.

Souvent, les bénéficiaires d'aide sociale et les apprenants défavorisés doivent terminer leurs études secondaires ou renforcer leurs compétences en matière d'alphabétisation avant même d'envisager de faire des études postsecondaires. Même si ces cours de recyclage sont offerts dans des collèges communautaires, règle générale, les programmes d'aide financière aux études ne couvrent pas ce genre de formation. Leur coût et remboursement sont assujettis à des ententes fédérales, provinciales et territoriales de développement du marché du travail.

La demande de services de garde de qualité et abordables dépasse et de beaucoup l'offre existante. La distribution des services de garde est inégale entre les provinces et les territoires et, dans la plupart des cas, à l'intérieur même des territoires.

Il n'existe rien qui ressemble à un programme national de services de garde, sauf au Québec où les services de garde de qualité et abordables font intrinsèquement partie du tissu économique et social. Le système d'apprentissage préscolaire que vient d'annoncer le gouvernement ontarien réduira peut-être la pression dans cette province. La plupart des familles dans le reste du Canada ont recours à des services de garde non régis, généralement à des

responsables de garde en milieu familial de leur quartier ou à des membres de leur famille.

Les besoins spéciaux en matière de santé et d'incapacité, y compris le coût des médicaments sous ordonnance et des soins dentaires, constituent également un obstacle pour les personnes désireuses de quitter l'aide sociale. Les bénéficiaires qui tentent de s'en sortir perdent parfois ces avantages essentiels du Programme d'aide sociale.

Idéalement, les provinces et les territoires devraient étendre les avantages en matière de santé du Programme d'aide sociale à une plus grande proportion de la population défavorisée, notamment aux travailleurs et travailleuses à faible revenu. Personne ne devrait être confiné à l'aide sociale sous prétexte de conserver ces avantages essentiels. Quelques provinces se sont engagées sur cette voie, bien qu'elles limitent la quantité d'aide disponible ou l'éventail des personnes admissibles.

Il est bénéfique, a-t-on remarqué, pour les apprenants défavorisés d'avoir accès à des « services complémentaires », c'est-à-dire à un bouquet complet de mesures reliées les unes aux autres.

Grâce à une telle approche, l'étudiant est au cœur de l'intervention et il a accès à une gamme de services individuels et intégrés pour le soutenir sur le plan scolaire, personnel et financier. Il a accès à des services de tutorat, à de l'assistance scolaire en alphabétisation et dans les matières de son programme d'étude, à du mentorat et à des ateliers d'orientation professionnelle.

La brochette de services complémentaires est spécialement utile pour les

apprenants qui poursuivent des études postsecondaires et font parfois face à des problèmes multiples, comme des difficultés personnelles ou sur le plan de leur santé physique ou mentale, un trouble d'apprentissage ou une incapacité physique, ou un manque de ressources financières.

Le coût de l'éducation postsecondaire demeure un obstacle majeur pour beaucoup d'étudiantes et d'étudiants malgré l'augmentation importante de l'aide financière aux études des dernières années. La capacité de payer est un problème pour les bénéficiaires d'aide sociale qui ont peu de ressources à affecter au coût que représentent des études avancées.

Enfin, les étudiantes et étudiants qui vivent en milieu rural ou en région éloignée font face à des difficultés supplémentaires en matière d'éducation postsecondaire. Il existe peu de possibilités d'études supérieures dans le Nord notamment, et les coûts des déplacements sont considérables.

Dans ces régions, les ressources limitées en matière d'enseignement technohabilité et d'accès aux services à large bande sont des problèmes systémiques plus globaux.

Le Canada n'a pas intérêt à laisser ces obstacles à l'éducation postsecondaire sans solution considérant ce que l'on sait au sujet de l'éducation supérieure et de ses formidables retombées économiques et sociales.

Sherri Torjman

Tous droits réservés © 2010
Caledon Institute of Social Policy

1390, chemin Prince of Wales, bureau 401
Ottawa (ON) K2C 3N6
CANADA

Téléphone: (613) 729-3340

Courriel: caledon@caledoninst.org
Site Web: www.caledoninst.org